

Les visages de la pauvreté se diversifient

— Le Secours catholique publie jeudi 8 novembre son rapport annuel sur la pauvreté.

— Au-delà des familles et des étrangers, on y voit apparaître de nouvelles catégories de personnes touchées, parmi lesquelles les seniors.

Imen (1), 41 ans, ne sait pas combien de temps elle va tenir comme ça. Il y a trois ans, son mari, commerçant avec qui elle a travaillé des années sans statut de salariée, a voulu que la famille déménage à Marseille. Mais lui-même n'a jamais suivi. Et il ne paie pas la pension alimentaire décidée par le juge. Depuis, cette mère de deux enfants de 7 et 12 ans assume seule la charge de la famille, avec pour seules ressources le RSA et les allocations logement, pour un montant à peine supérieur au loyer de sa maison. Elle n'a pas compris pourquoi la CAF, qui lui versait pendant quelques mois une allocation de soutien familial, la lui a coupée. « Heureusement que j'ai l'aide de mon frère et de ma sœur car sinon je ne sais pas comment je ferais », raconte-t-elle.

Le sillon profond creusé par le manque d'emploi confirme aussi son impact.

Pourtant, Imen fait tout ce qu'elle peut. En juillet, quand ses enfants étaient avec leur père, elle a fait un remplacement de quelques jours à l'accueil d'un hôpital et aussi quelques inventaires. Elle a alors eu la mauvaise surprise de voir ses droits au RSA et à la prime d'activité recalculés. Ce qui a retardé son dossier de financement pour une formation de gestionnaire de paie, sur laquelle elle comptait beaucoup. « J'ai fini par avoir le financement mais c'était trop tard ! », raconte celle qui a alors visé une autre formation, de conseillère en insertion, pour laquelle elle n'a pas été retenue. « On nous dit qu'on va former les chômeurs mais moi ça fait un an que je cours après et que j'y arrive pas ! », lance-t-elle, dépitée.

Une rupture familiale, une protection sociale qui aide mais ne



Pendant un barbecue organisé par le Secours catholique et la paroisse parisienne Saint-Joseph-des-Nations. La précarisation des plus de 50 ans s'accroît, en raison de parcours professionnels difficiles et de retraites trop faibles. Corinne Simon/Ciric

parvient pas pour autant à protéger de la pauvreté, des difficultés inouïes pour rebondir... l'histoire d'Imen résume bien la complexité des situations qui conduisent à devenir pauvre et à le rester. « Il n'y a pas une seule situation, mais une diversité de visages de la pauvreté, qui ne fait que s'accroître », décrypte Bernard Thibaud, secrétaire général du Secours catholique, qui publie jeudi 8 novembre son rapport annuel. Celui-ci, constitué à partir des données recueillies auprès de 1,362 million de personnes reçues dans ses lieux d'accueil en 2017, dont 64,5 % vivent avec moins de 684 € par mois (2), dresse un état des lieux.

Parmi les tendances déjà bien repérées : la familialisation de la pauvreté. 51 % des ménages rencontrés sont des familles avec enfants, dont 28 % monoparentales. L'augmentation de la proportion d'étrangers parmi les personnes dans le besoin se confirme également : 42 % des ménages rencontrés sont de nationalité étrangère, soit 12 points de plus qu'en 2010.

Désormais, 56 % d'entre eux sont sans statut ou en attente de statut. Et un certain nombre sont des mineurs isolés. « Ce sont clairement les plus précaires », confirme Bernard Thibaud. En effet, quand 28,8 % de l'ensemble des accueillis vivent en logement instable ou à la rue, cette proportion grimpe à 78 % chez les étrangers sans statut.

Le sillon profond creusé par le manque d'emploi confirme aussi

repères

Le non-recours aux prestations sociales, un phénomène important

Ensemble des prestations sociales. 15 % des ménages en situation régulière accueillis par le Secours catholique ne perçoivent aucune prestation sociale. C'est le cas d'un ménage issu d'un pays hors de l'Union européenne sur quatre. Les difficultés semblent importantes pour les personnes qui n'ont

son impact. Ainsi, 40 % des accueillis sont au chômage, dont les deux tiers ne sont pas indemnisés, mais 19,3 % ont un travail qui ne les protège pas de la pauvreté. Surtout, la proportion des inactifs qui ne sont ni en emploi ni au chômage augmente pour atteindre 39,9 %, dont 12,1 % pour des raisons de santé. « Nous voyons aussi des choses nouvelles, comme la précarisation des plus de 50 ans,

pas de logement stable, celles qui ne parlent pas français et les pères isolés.

Les allocations familiales. Un quart des ménages en situation régulière et ayant au moins deux enfants ne les ont pas perçues en 2017, contre 18 % en 2010.

Le RSA. Entre 28 et 40 % (selon la méthode retenue) des ménages éligibles ne perçoivent pas cette allocation phare de la lutte contre la pauvreté.

qu'on voit réapparaître du fait de parcours professionnels difficiles et de retraites trop petites », reprend Bernard Thibaud. Désormais, les plus de 50 ans représentent un accueilli sur trois contre un sur quatre en 2010. Et à eux seuls les 60 ans forment 10 % des personnes rencontrées, soit 5 points de plus qu'en 2010.

Autre évolution nouvelle, ajoute Bernard Thibaud : « À côté des personnes très précaires que l'on rencontre, on voit aussi venir vers nous des personnes dont le niveau de vie est assez proche du seuil de pauvreté qui, auparavant, n'avaient pas besoin de nous mais qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts, du fait sans doute d'une augmentation des charges de logement, d'énergie, de transport ou de téléphonie, ce qui aboutit à un reste à vivre insuffisant. »

Nathalie Birchem

(1) Prénom changé à la demande de la personne.

(2) Seuil qui correspond à 40 % du niveau de vie médian de la population française.